

*PORTRAIT / MICHEL LE GOFF, UN  
DES FONDATEURS DU CEDAPA - PAGE 3*

*FERMOSCOPIE / UN JEUNE INSTAL-  
LÉ AU HAUT-CORLAY - PAGES 6 ET 7*

*BILLET D'HUMEUR / LES TROIS  
PILIERS DE L'AGRICULTURE DURABLE -  
PAGE 8*

# L'écho du Cedapa

N° 114 - JUILLET-AOÛT 2014 - 5 €

## Une femme éveillée

Le 29 juillet dernier, Fernande Pochon quittait ce monde, quittait son monde qu'elle aimait tant. Quand je penserai à elle, il me viendra à l'esprit intelligence, pugnacité, modernité, discrétion et attention.

Intelligente, elle a bien vite compris avec Dédé les limites du système productiviste et s'est attelée avec lui à la promotion du système ray-grass anglais trèfle blanc. Pas une session de formation où Dédé ne racontait le sans faute qu'ils avaient fait dans la gestion de l'herbe grâce à Fernande.

Pugnace, elle relançait Dédé dans ses combats tout en lui conseillant la mesure. Pugnace aussi contre la maladie qu'elle a tenue en respect plus de 10 ans avec un courage exceptionnel.

Moderne, elle savait utiliser les outils qui facilitent la vie dans l'espace familial ou professionnel. Face à son Dédé économe, il lui fallait parfois développer de fines stratégies pour arriver à ses fins.

Discrète, elle avait cependant un charisme impressionnant. Il fallait bien cela pour impressionner son mari exalté !!

Attentive, elle l'était sûrement à sa famille si l'on en croit les témoignages de ses petits enfants et de son époux. Mais ce qui est remarquable pour sa génération, c'est qu'elle était attentive à ce qui se passe dans le monde, agricole d'abord, mais pas seulement. Elle s'intéressait à la politique et n'hésitait pas au moment des élections. Bien souvent, là encore, Dédé s'appuyait sur elle pour faire ses propres choix.

Décidément, même si cette phrase est sujette à controverse : « derrière un grand homme, cherchez la femme ! »

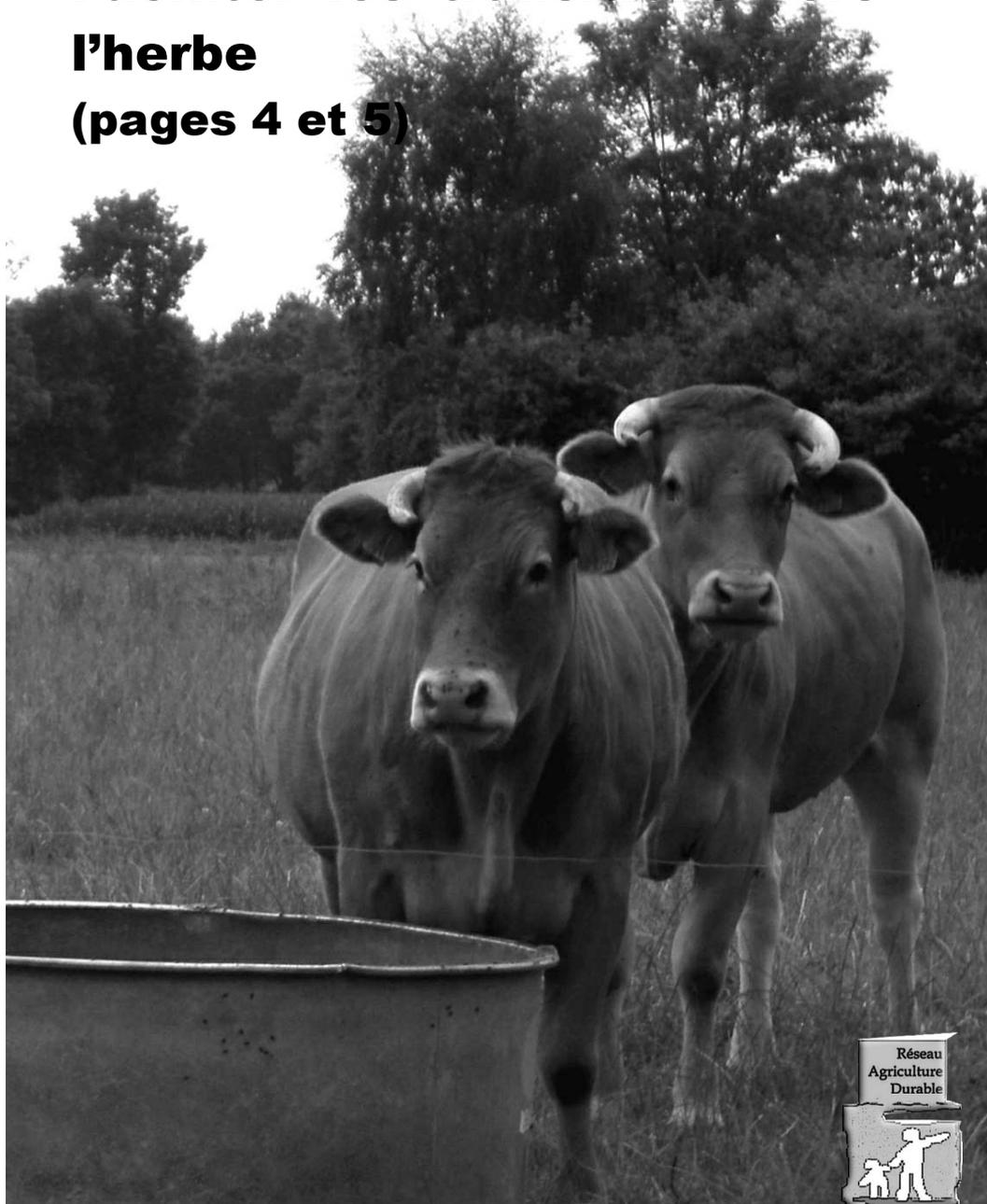
*SUZANNE DUFOUR, HILLION*

## Visite en viande bovine

**(page 2)**

## Faciliter les transitions vers l'herbe

**(pages 4 et 5)**



**L'INFORMATION TECHNIQUE POUR GAGNER EN AUTONOMIE**

## « Dégager un revenu avec mes 33 hectares ! »

Emile Blanchet s'est installé à Guitté en 1981 sur une exploitation laitière. « J'étais derrière les vaches tout le temps parce que ma femme travaillait à l'extérieur ». C'est ainsi qu'il devient éleveur de vaches allaitantes en 1993. Récit de la visite d'éleveurs du Cedapa et de l'Adage.



« L'herbe économiquement c'est bien mais c'est beaucoup de soucis. Je peux changer trois fois d'avis dans la semaine en pleine pousse. »

Dès le début, après quelques journées suivies avec le Cedapa, Emile Blanchet met en place un système herbager sur la méthode Pochon : « j'avais envie de faire moins de traitement ». En 2005, avec l'acquisition de 5 ha, l'exploitation acquiert sa taille définitive : 33,40 ha et 51 PMTVA. L'assolement est simple mais efficace : 4 ha de maïs, 2 ha de mélange céréalière, 27 ha d'herbe dont 25 ha de prairies temporaires : « hormis 2 ha de prés, tout est labouré ! ».

L'exploitation a deux sites avec 20 ha autour des bâtiments sur le premier et 13 ha sur l'autre.

Les vaches avec leurs veaux sont les premiers sortis du bâtiment début mars. Ils vont autour des bâtiments sur les 2 hectares de prés puis sur les premiers paddocks devant la maison. Les animaux sont alors affouragés à l'auge dans les bâtiments. « Je ne mets jamais de râteliers au champ pour ne pas abîmer la pâture ». Dès la mi-mars, les bêtes vont plus loin et sont alors en régime tout herbe. Cela dépend bien sûr de la météo : « il y a deux ou trois ans, se rappelle Emile, les bêtes sont sorties à la mi-avril. Mais le plus tôt est le mieux, quitte à rentrer les bêtes si les conditions sont mauvaises, comme ce fut le cas une année où j'ai dû rentrer des lots en mai. »

### Un système classique, et efficace

La gestion au pâturage est classique : paddocks de 2-3 jours pour 10 à 12 mères avec leurs veaux. Emile gère ainsi cinq lots d'animaux. « Je n'ai pas de parcelles spécifiques pour chaque lot a priori. Si je n'ai pas assez d'herbe à un moment donné, je décharge les pâtures en ramenant des bêtes à la stabulation pour les finir. » La fertilisation azotée est pratiquée sur les prairies où le trèfle est peu présent pour pallier un manque de fourrage, avec une consommation maximum de 2 tonnes d'ammonitrate par an. « Je fauche 2-3 fois dans l'année les pâtures de moins de trois ans, uniquement pour éliminer le rumex. Je sème 15-20 kg de RGA et 4-5kg de trèfle – variétés de TB : Merwi, Huia et Compagnon. Mon objectif sur les prairies : avoir du trèfle mais sans trop sinon ça devient difficile à récolter, notamment pour faire du foin ».

Tous les vêlages ont lieu de septembre (pour les 2/3) à novembre. « La zone est relativement sèche. Les broutards sont vendus début juin et les vaches restent à l'herbe en été. Si j'avais des veaux en août, je n'aurais pas assez de stock ». Les veaux passent 1,5 mois dehors avant de rentrer en bâtiment, en général à la Toussaint. Ensuite les bêtes passent entre 4 et 5 mois en bâtiment avec une ration de foin (rationné) et maïs et enrubannage (à volonté pour les vaches). Au total, il a 74TMS stockés (60 bottes d'enrubannage, 4 ha de maïs et 50 bottes de foin) pour 60 UGB en hiver (33 vaches et deux lots de 17 génisses). Emile Blanchet distribue aussi 10 tonnes de mélange céréalière (2kg par jour).

La reproduction est assurée uniquement par insémination artificielle (IA) à la mi-novembre : 60 à 85% de réussite (IA), sans aide à la détection. « J'observe, mais pour avoir des résultats en IA, c'est la contention qui compte ».

« Ça coûte plus cher d'inséminer que d'avoir un taureau. Mais comme m'a dit Thierry Offredo, technicien à la Chambre d'agriculture, si tu prends le plus mauvais taureau d'insémination, il sera malgré tout meilleur que le taureau que tu peux acheter. » Le choix du taureau se fait sur la conformation et la facilité de vêlage. « Cette année j'ai eu 38 vêlages et 39 veaux. Mais les frais véto varient beaucoup selon les années ! » Les 2/3 des vaches sont vendues au label limousin, sachant que toutes les génisses vêlent avant d'être vendues. Sinon, vente des broutards, veaux gras et vaches de réforme à Talensac.

« Avec la réforme de la PAC, je vais perdre entre 4000 et 6000 euros. J'ai signé la SFEI pour compenser. Cependant, il faut jongler avec le chargement, ce qui m'amène à vendre les broutards plus tôt ». Et le bio ?

« Aujourd'hui, je peux désherber mon maïs et le chardon, mettre de l'engrais sur les pâtures où il n'y a plus beaucoup de trèfle et je peux valoriser en label. Du coup, je ne suis pas sûr de faire aussi bien en bio et je ne pense pas polluer beaucoup ».

JÉRÔME LOINARD.  
CEDAPA

### Résultats économiques et techniques :

Régime du forfait  
71 382 euros de production nette en 2013.  
EBE : 33 078 euros en 2012 et 28 323 euros en 2013.  
5 000 euros d'amortissement et de frais financiers en moyenne.  
Marge brute / vache en 2013 : 1374 euros,  
1,13 veaux nés par an et par vache  
Chargement : 2,06 UGB/ha de SFP

### Synthèse des ventes au label limousin sur la période 2011-2013 :

Période 2011-2013	Emile Blanchet	Moyenne des éleveurs
nombre animaux vendus	48	30
âge moyen des animaux	55 mois	46 mois
% animaux de plus de 5 ans	33%	16%
Poids de carcasse	422 kg	396 kg
Prix moyen des animaux	1 903 €	1 773 €

## Des chèvres à Loudéac, comme un vent de liberté

*L'Echo du Cedapa continue sa rencontre avec les agriculteurs fondateurs du Cedapa. Michel et Annick Le Goff, installés en 1976 à Loudéac en chèvres laitières puis en porcs, militent pour un autre monde.*

Michel et Annick Le Goff décident de s'installer en 1976. Ils ont alors 36 ans tous les deux. Ils ont accompli un tour de Grand Ouest comme vacher, chef de culture, étudiant puis conseiller de gestion pour Michel, et comme éducatrice de leurs enfants pour Annick. Originaires de la région de Loudéac, ils repèrent une annonce du *Courrier Indépendant* pour une ferme de 16,80 ha. Pas un sou en poche, ils s'installent grâce aux prêts du Crédit Agricole. Était-ce leur expérience de militants habitués à lutter dans divers mouvements ou le vent d'audace soufflé en 68, ils n'ont pas peur de sortir des sentiers battus dans une région bien engagée dans le modèle intensif classique vaches et cochons.

Ils s'installent donc avec un élevage de 40 chèvres à destination fromagère sans trop savoir faire du fromage. La première année se passe mal. Les chèvres avortent : pas de lait, pas de fromage. Ils ne se découragent pas et apprennent à maîtriser la fabrication avec un ancien fromager et c'est parti. Annick s'occupe de l'élevage des chèvres, Michel des cultures (et de l'élevage de porcs à partir de 81) . « *Il restait à trouver des débouchés : ce n'était pas facile dans une région peu consommatrice de fromage de chèvres* ». Il a fallu rechercher des débouchés à l'extérieur : dans des crémeries Parisiennes où ils vont écouler 85% de la production, le reste étant vendu au marché de Loudéac et à la ferme.

### Autonomie et solidarité

« *En 1980-1981, les besoins familiaux augmentent ; nous décidons de construire un atelier de 35 truies naisseur-engraisseur* », inspiré par l'étude du Cedapa : « *S'installer avec 28 truies naisseur-engraisseur sur paille* ». Le Crédit agricole les suit à condition que la DDA les subventionne. Mais le responsable des dossiers de subventions décrète qu'ils n'en ont pas besoin puisque leur bâtiment sur paille coûte moins cher. Les choses finissent par s'arranger, la porcherie est construite.

L'élevage de porcs se mène de la façon la plus autonome possible avec les céréales de la ferme, des céréales achetées à la récolte et un complément azoté du commerce. Pendant 3 ans, ils cultivent même la betterave pour les cochons. Le travail ne manque pas. « *On n'arrêtait jamais, raconte Annick. Tout juste une petite sieste le dimanche et quelques jours de vacances si on trouvait deux personnes pour nous remplacer* ».

C'est dans cette période que Michel participe à la création du Cedapa. « *J'y suis arrivé par les Paysans travailleurs, mais très vite il nous a semblé préférable de faire un groupe indépendant. Nous nous réunissions en journée et enchaînions les études avec Luc Delaby et Pascal Hillion* ». Cependant, pour lui comme pour ses collègues éleveurs de porcs, un désaccord s'installe avec André Pochon. Si pour André, il suffit de produire au moindre coût pour s'en sortir, pour eux la question des prix est fondamentale. Ils pensent qu'un petit élevage n'est viable qu'à condition de transformer et commercialiser en direct. Avec quelques collègues, ils étudient la possibilité d'un atelier de transfor-



Michel et Annick Le Goff, en retraite à Loudéac.

mation collectif qui n'aboutit pas. Chacun continue à commercialiser avec son groupement et sans partir fâchés, ils quittent le CEDAPA.

Quelques années plus tard, Michel s'investit à Solidarité Paysanne. Un investissement durable puisqu'il vient seulement de quitter l'association. « *En 17 ans, le travail de l'association a évolué. Au début, il s'agissait de sauver la ferme, aujourd'hui il s'agit avant tout d'aider les personnes à tenir debout. Le monde paysan est confronté aux mêmes problèmes sociaux que le reste de la société (divorces, troubles psychologiques...)* »

Depuis 14 ans déjà, Annick et Michel sont en retraite. L'élevage n'a pas été repris. Ils ont bien eu une ou deux demandes qui leur ont semblé bien peu réalistes. Les réalités changent, 68 est loin !

Ils vaquent maintenant à diverses occupations et engagements et cultivent un superbe jardin et un non moins superbe verger, de quoi appliquer encore au quotidien les principes d'autonomie du développement durable.

Avec toutes ces années de retrait de la vie professionnelle, Michel a une analyse mitigée sur l'agriculture d'aujourd'hui. « *Ça évolue de plus en plus vite, c'est une évolution plutôt désolante. Les campagnes et les bourgs se vident. En valeur absolue, il y a toujours plus d'agriculteurs en difficulté : les accidents de la vie, le surendettement, les séparations, les mésententes dans les Gaec et sociétés. En même temps, il y a de plus en plus de gens qui pensent qu'il faut arrêter la course à l'agrandissement. Pour autant, les grandes idées ont du mal à s'imposer, le langage syndical peut rebuter s'il n'est pas relié à du concret. Les associations fonctionnent bien, les gens y adhèrent pour quelque chose de précis et ils y trouvent du lien social, de la fraternité* ». Peut-être manque-t-on de leaders charismatiques pour aller plus loin ou peut-être est-ce aussi une façon de ne pas se laisser embrigader ? A voir...

SUZANNE DUFOUR, HILLION

# Faciliter les transitions vers l'herbe

Le Réseau Agriculture Durable (RAD) a mené pendant trois ans un programme de recherche-action pour permettre un meilleur développement des systèmes herbagers sur le terrain. Interview de Jean-Marie Lusson, coordinateur du projet PRAIFACE au Réseau Agriculture durable.



Le film " On est passé à l'herbe " (4:41 minutes) a été réalisé dans le cadre de Praiface. Il présente une transition vers l'herbe d'un éleveur de manière humoristique.

### Echo du CEDAPA : Pourquoi ce programme de recherche ?

**Jean-Marie Lusson :** On a passé 15 ans à montrer que les systèmes herbagers sont intéressants en terme de durabilité, d'abord à travers Stéréo1, puis l'observatoire technico-économique du Réseau agriculture durable (RAD). Pourtant les systèmes herbagers se développent peu sur le terrain. Pourquoi ? On a bien des réponses au sein du réseau : on a tendance à incriminer la politique agricole commune (PAC), même si elle a évolué. L'idée de Praiface était d'aller voir d'un peu plus près pourquoi on reste si minoritaire.

### EdC : Comment vous vous y êtes pris ?

**JML :** On a d'abord été à la rencontre d'éleveurs de ruminants dans un système maïs, et il y a des choses qui se dégagent assez nettement. La première chose, c'est que la prairie ne fait pas partie des préoccupations des éleveurs : la prairie on n'en discute pas... parce qu'il n'y a rien à en dire. En tête des préoccupations, surtout pour les éleveurs laitiers, ce sont les conditions de travail : la moitié des éleveurs interrogés déplorent leurs conditions de travail et voudraient les faire évoluer. Quant au système fourrager, une majorité d'éleveurs reproduisent ce qu'ils connaissent (le système maïs-soja), plus qu'ils ne le choisissent. Néanmoins, ils ne font en général par confiance à l'herbe pour nourrir leur troupeau en toute sécurité et/ou remplir leurs objectifs de production. Ils opposent aussi la simplicité du maïs à la technicité

de l'herbe : « quand mon silo est plein, mon quota est fait », dit l'un d'eux. « Alors que l'herbe, c'est un éternel combat », confie un autre : ça demande de la gestion et une adaptation constante...

### EdC : Peu d'espoirs que ça change alors ?

**JML :** Il y a des éléments encourageants : 60% des éleveurs connaissent les atouts économiques des systèmes herbagers et c'est encore plus vrai chez les futurs éleveurs et les conseillers enquêtés ! Le message sur l'économie est bien passé, même s'il ne suffit pas à faire changer les éleveurs. Tous les éleveurs partagent aussi la préoccupation de la santé animale, et ils perçoivent que le pâturage est favorable à la santé du troupeau. Enfin la volonté d'autonomie protéique, par rapport au prix du soja, revient aussi fréquemment.

### EdC : Vous avez aussi interrogé des éleveurs qui sont passés à l'herbe...

**JML :** Oui et parmi leurs motivations pour changer, on retrouve le travail. Plus exactement, il y a toujours plusieurs motivations enchevêtrées, parmi lesquelles le travail arrive en premier lieu. On a l'exemple d'agriculteurs qui au départ des parents se sont retrouvés avec une ferme trop grande et beaucoup trop de travail : parmi les différents choix possibles, ils ont choisi de désintensifier et d'aller vers un système herbager. Autre motivation du changement : le souci éco-citoyen, faire correspondre davantage ses valeurs avec ce que l'on pratique. L'objectif économique arrive en troisième position et dans ce cas il y a en général un vrai souci économique sur la ferme, par exemple un refus de prêt de la banque. Le groupe agriculture durable de la Sarthe travaille d'ailleurs avec Solidarité Paysans dans l'accompagnement d'agriculteurs en difficulté : dès la première année, les résultats peuvent être spectaculaires ; les gens reprennent espoir.

### EdC : La transition vers plus d'herbe ne pose donc pas de problèmes majeurs ?

**JML :** l'évolution n'est pas si simple, en particulier l'apprentissage de la gestion du système herbager ou l'acquisition de l'autonomie fourragère : peu d'éleveurs démarrent leur évolution silo plein, et peu ajustent leur chargement rapidement. Mais tous les agriculteurs interrogés ont résolu leurs problèmes, ou au moins savent comment les résoudre.

En outre, 9 agriculteurs sur 10 sont totalement satisfaits du chemin parcouru et n'envisagent pas de revenir en arrière. Si quelques agriculteurs

émettent des bémols, c'est encore sur le travail - « *on pensait gagner plus de temps* » - ou sur la technicité « *c'est quand même compliqué* ».

Pour changer « *il faut être solide dans sa tête* » : la pression sociale est forte quand on ne fait pas comme les autres. La mesure agro-environnementale (MAE) est aussi un facteur facilitant en donnant un cadre - « *tout l'hiver j'ai bossé sur mon projet SFEI* » et une sécurité financière - « *on pourra acheter de la bouffe en cas de problème* ».

### EdC : Qu'est-ce qu'on tire de tout cela au RAD ?

**JML :** Pour parler d'herbe, il vaut mieux s'appuyer sur les préoccupations largement partagées par les agriculteurs : la santé animale, réduire la facture de soja, la question des conditions de travail... La question que ça nous pose est aussi celle des références technico-économiques : faire la preuve que les systèmes herbagers marchent, ce n'est pas un moteur de changement. L'agriculteur a besoin de références, mais quand il a décidé d'évoluer.

L'échange entre agriculteurs est plébiscité chez tous qu'ils soient ou non herbagers, mais il y a un sacré décalage entre ceux qui voudraient et ceux qui pratiquent et vont dans un groupe. On a sans doute un travail à faire pour faciliter l'entrée des nouveaux venus dans les groupes, afin de réduire l'effet club.

Enfin, on n'a peut-être pas fait le tour de la question de la sécurité alimentaire de nos systèmes, même si pas mal a déjà été fait sur la construction de systèmes tout temps.

### EdC : Tout ne dépend cependant pas de nous...

**JML :** Sûrement pas ! Ce qui m'interroge beaucoup suite à Praiface, ce sont les mécanismes de reproduction des systèmes qui sont en œuvre : on pratique le système maïs, parce que c'est celui là qu'on connaît. C'est un sacré enjeu pour l'enseignement agricole de donner aux élèves la même connaissance et expérience de tous les systèmes fourragers.

Autre enjeu : repenser les critères de productivité pour que les systèmes herbagers n'apparaissent plus comme peu productifs : Jean-Louis Peyraud de l'Inra de Rennes propose par exemple de réintégrer les hectares de soja produits au Brésil pour calculer le lait produit à l'hectare (voir Echo du Cedapa n°113). On pourrait calculer les emplois créés par litre de lait, plutôt que les litres de lait produits par éleveur. On n'a qu'une seule façon d'envisager la productivité, je trouve cela totalitaire.

PROPOS RECUEILLIS PAR NATHALIE GOUREC, CEDAPA

## Le programme Praiface

Des enquêtes ont été réalisées auprès de 42 éleveurs en système maïs, 40 éleveurs en système herbager, de 10 conseillers agricoles et 9 futurs agriculteurs du Grand Ouest.

13 groupes du Réseau agriculture durable du Grand Ouest ont participé au projet (dont le CEDAPA) et également Brigitte Frappat, Florence Kling (Idele 75), Laurent Couilleau et Arnaud Oble (EPL Sicaudières 79). D'autres personnes ont participé au projet : les éleveurs référents des groupes RAD, Luc Delaby (Inra Saint-Gilles 35), Sandra Novak et Jean-Claude Emile (Inra Lusignan 86), Jean-Christophe Moreau (Idele 31), Xavier Coquil (Inra SAD), Jacqueline Prual (AELB).

Plus d'infos sur le site du RAD : <http://www.agriculture-durable.org/lagriculture-durable/projet-praiface/>

<sup>1</sup> Système Terre et Eau (Stéréo) : programme de recherche mené par l'INRA, le CEDAPA et le Conseil Général 22 sur 25 fermes herbagères du CEDAPA de 1993 à 1998.

## Prairies et travail

Moins de travail en système herbager ? « *Il y a débat et les goûts personnels interfèrent* », explique un article de Fourrages<sup>1</sup>. La réduction du temps de travail apparaît dans le programme Praiface comme un moteur d'évolution vers l'herbe. Mais le travail peut aussi être un frein chez d'autres éleveurs à l'augmentation du pâturage :

- soit parce que la nature des tâches rebute et en particulier voir les animaux dans la boue, déplacer les animaux, devoir prendre des décisions quotidiennes ou entretenir les clôtures.

- soit parce que les éleveurs aspirent à des rythmes de travail bien calés, à un système très maîtrisé, d'où une aversion au système herbager piloté en fonction de la pousse de l'herbe et de la météo ( problèmes de portance notamment).

Les éleveurs très herbagers de leur côté mettent en avant l'allègement du travail avec le pâturage, la préférence pour le travail en extérieur plutôt qu'en bâtiment, et bien souvent, une aversion pour le tracteur et le pulvérisateur.

<sup>1</sup> La prairie vue par les éleveurs, les conseillers et les futurs éleveurs en France. Pistes pour faciliter l'accès à des systèmes valorisant mieux la prairie. - Frappat B, Lusson JM, Beauchamp JJ - Fourrages n°218 - Juillet 2014.

### Disparition du trèfle dans nos prairies...

Plusieurs agriculteurs du Cedapa ont eu la mauvaise surprise de voir le trèfle disparaître dans des prairies au début du printemps. En cause sur certaines parcelles, les tipules : les prairies sur sols plus séchant ont souffert de la sécheresse estivale de 2013. Ensuite, l'automne et l'hiver doux et pluvieux auraient favorisé le développement de ravageurs qui se seraient nourris des racines et feuilles du trèfle sur ces prairies plus chétives. Sur d'autres parcelles, les analyses de sol pratiquées n'ont mis en évidence aucune carence marquée (pH Normal, phosphore et potasse à des niveaux satisfaisants).

Les questions de vieillissement des prairies, et notamment de la disparition du trèfle blanc, préoccupent beaucoup les éleveurs, c'est pourquoi le CEDAPA a mis en place deux actions sur ce sujet :

- **Un programme de recherche piloté par le réseau agriculture durable (RAD) et guidé par des éleveurs sur la pérennité des prairies** qui débutera à la fin de l'année. L'objectif est de trouver des explications claires et des solutions concrètes pour maintenir des prairies productives pendant plus de 5 ans. Ce travail, en partenariat avec l'INRA et l'Institut de l'Élevage, permettra d'aller visiter un nombre important de parcelles et d'effectuer des expérimentations sur quelques parcelles.
- **Une formation intitulée « Comment choisir les amendements et le type de fertilisation organique choisir un fonction de l'état de la prairie et des analyses de sol ? »** sera organisée le 13 novembre prochain avec l'intervention de Jean Pierre Scherer, agronome et formateur à L'Ireo de Chauvigny.

# Le système herbager sécurise une installation coûteuse

Franck Le Breton s'est installé après ses parents sur une ferme laitière au Haut-Corlay. Il lui a fallu construire un bâtiment neuf. Pas question néanmoins de produire plus pour payer le bâtiment : Franck mise au contraire sur un système économe.



Franck Le Breton a mûri son projet d'installation durant ses années d'études : « m'éloigner m'a fait prendre conscience de mon attachement à la ferme familiale ».

avec des parties séchantes et d'autres mouillées. La ferme parfaite pour faire de l'herbe... Je ne crois pas que je me serais installé ailleurs ! ».

Néanmoins, il faut refaire un bâtiment pour remplacer l'étable entravée qui date de 1976, et reconstituer le troupeau : « on était tombé à 25 vaches laitières pour un quota de 280.000 litres de lait ».

### Quelques chiffres

70 ha de SAU  
39 ha d'herbe  
13 ha de maïs (25% de maïs dans la SFP, 2ème année de SFEI)  
17 ha de céréales  
Lait vendu : 203.500 litres  
11 taurillons et 7 génisses vendues  
TB 43,4 g/l - TP : 34,2 g/l  
Coût alimentaire : 65 euros / 1000 litres  
Dont 22 euros de coût de concentrés  
EBE : 102 000 €  
EBE/produit : 56%

« Je ne suis pas arrivé sur la ferme avec l'envisage de tout révolutionner : ça marchait bien comme ça. Mes parents étaient proches de la SFEI (système fourrager économe en intrants). J'ai appris à gérer l'herbe avec mon père ».

Franck Le Breton s'est installé à 23 ans, 3 mois après sa sortie de l'école d'ingénieur agricole. La ferme ne manque pas d'atouts : 70 hectares de SAU, dont 60 ha accessibles et 10 ha à 3 km. « De la terre facile, avec des parties séchantes et d'autres mouillées. La ferme parfaite pour faire de l'herbe... Je ne crois pas que je me serais installé ailleurs ! ».

Néanmoins, il faut refaire un bâtiment pour remplacer l'étable entravée qui date de 1976, et reconstituer le troupeau : « on était tombé à 25 vaches laitières pour un quota de 280.000 litres de lait ».

Il a construit un bâtiment avec 51 logettes et 58 places au cornadis, pour un coût total de 360.000 euros : « c'est considérable, mais j'ai 25 ans et j'investis pour toute ma carrière ».

L'objectif économique est donc d'atteindre un EBE de 100.000 euros (« 80.000 euros si je suis seul, 100.000 euros si on est à deux »), objectif atteint la première année avec 200.000 litres de lait produits et le produit viande : « avec un prix du lait moins favorable, il me

faudra produire 300.000 litres, ce qui correspond au potentiel herbager de la ferme, avec 50 vaches laitières à 6000 litres de lait en moyenne ».

### Un investissement pour la carrière

Pour y parvenir, il met en oeuvre un système herbager classique, basé sur un pâturage tournant et des prairies RGA-TB - « ce mélange fonctionne parfaitement ici » - renouvelées régulièrement, avec un taux de trèfle élevé - « il y a de la potasse (60 unités apportées en moyenne par ha)... ». Franck signe une SFEI en mai 2012, dès sa première année d'installation. Le niveau de concentrés par vache qui ne dépasse pas 300-350 kg par VL, pour compléter la ration hivernale avec du maïs. Franck compte encore aussi réduire ses coûts alimentaires en groupant ses vêlages au printemps : « la meilleure façon de réduire le concentré azoté est de ne pas produire du lait l'hiver ». Néanmoins, ce choix de groupement de vêlages est surtout organisationnel car « la baisse du coût alimentaire compensera sans doute une petite baisse de la production laitière. Ce sera équivalent en termes économiques. » (voir encadré)

Autre levier : garder un produit viande conséquent, - au moins tant que l'effectif vache laitière n'est pas suffisant

### Simplifier le travail

Franck Le Breton se donne pour objectif d'avoir des vêlages groupés au printemps dans deux ans : « 22 vaches et génisses sont déjà calées sur février-mars ». « D'abord je veux simplifier le travail : tu soignes les veaux pendant 4 mois, tu surveilles les vêlages pendant deux mois... et après c'est réglé. C'est plus simple de partir l'été et tu as huit mois de l'année où c'est pépère ! » Franck apprécie aussi d'avoir un hiver avec un travail allégé : « ça permet d'avoir le temps de se poser et de réfléchir. Sinon on n'a jamais le temps ». Cette stratégie est aussi la plus économe en terme de coût alimentaire : « l'alimentation hivernale des vaches tarées peut être très économe ». Néanmoins Franck reste prudent : « je vais garder un peu de maïs qui me servira de stock de sécurité en début de lactation, en cas de printemps froid ou très pluvieux. Le maïs est un excellent complément de l'herbe pâturée ». Reste aussi à caler quelques points techniques : faire des vêlages à 24 ou 36 mois ? « Je n'ai pas encore tranché. Pour faire des vêlages à 24 mois il faut pousser dur, et j'ai beaucoup de vaches mixtes. Autre problème : en vêlage 24 mois, pas question de mettre les génisses à pâturer sur mes 6 hectares de prairies humides ». Des prairies destinées habituellement aux vaches tarées, mais « en vêlages groupés, plus de tarées pour les zones humides ! » Les vêlages 36 mois sont plus coûteux et obligent à gérer un lot de bêtes en plus, mais « le dernier hiver tu peux laisser les bêtes dehors ».

pour produire plus de lait -, en misant sur des vaches mixtes pouvant permettre l'élevage de taurillons et de génisses viande, et assurant une bonne valorisation des réformes : « le potentiel herbager de la ferme permet de tenir un chargement de 1,7 UGB/ha SFP. Par ailleurs, même en vêlages groupés au printemps je vais garder une sole en maïs ensilage qui servira à la fois de stock de sécurité et pour engraisser les taurillons ». Il estime qu'il est économiquement plus rentable de produire de la viande à partir des ressources fourragères de la ferme, que de vendre des céréales ou des fourrages.

### Croisement trois voies

Aujourd'hui le troupeau est constitué d'un quart de Holstein, un quart de Pie-Rouge, un quart de Normandes et d'un quart de Simmental. « Je ne veux plus de Holstein pures, parce qu'elles se reproduisent mal et sont sujettes aux fièvres de lait. Je m'oriente plutôt vers du croisement trois voies avec de la Pie Rouge, de la Rouge scandinave et de la

*Simmental* » Pour sélectionner les vaches et choisir le croisement adapté, Franck classe chaque vache sur la base de son chiffre d'affaire lait (calculé en multipliant la production de lait, résultats contrôle laitier, par le prix du lait corrigé des taux), corrigé par des pénalités fertilité, boiterie ou autre problème sanitaire : l'objectif est de maintenir un bon niveau en lait, avec une orientation viande, et d'améliorer la fertilité pour s'adapter aux vêlages groupés.

Dernier aspect et non des moindres, avoir une gestion économe : « il faut que chacune des dépenses réalisées me rapporte quelque chose ». Songe-t-il à passer en bio pour augmenter la valorisation du lait ? « Non, ma stratégie aujourd'hui est plutôt d'avoir des prairies jeunes qui produisent et te permettent de faire du lait. Je garde donc des rotations prairie - maïs - orge, d'autant plus que j'ai de très bons rendements en orge ».

NATHALIE GOUEREC, CEDAPA

## VÊLAGES GROUPÉS

### Un groupe vêlages de printemps au CEDAPA

Depuis un peu plus d'un an, une dizaine d'agriculteurs du Cedapa se sont regroupés autour de la thématique du vêlage groupé de printemps en vaches laitières. L'objectif étant d'aboutir à un système autonome avec peu de stock et une part de pâturage la plus importante possible. Le groupement de vêlages s'inscrit pour ces éleveurs dans une optique d'organisation et d'optimisation du travail. La fermeture de la salle de traite et ou la monotraite, totale ou partielle, apparaissent comme une finalité. Tous travaillent sur le métissage des vaches, par croisement, afin d'améliorer la fertilité du troupeau, une des clés de réussite du projet.

Le groupe s'est réuni autour de différentes questions :

- techniques (vêlage 24 ou 36 mois, date de début des vêlages, choix des races dans le croisement, alimentation au tarissement, au moment de la reproduction, impact du changement de système sur l'alimentation du troupeau, technique de pâturage avec suivi de la pousse de l'herbe...)
- économiques (simulations de changement de système, chiffrage de différents choix techniques...)

Il continue de se retrouver à tour de rôle chez chaque membre. Après avoir rencontré leurs homologues finistériens en début d'année, le groupe a été à l'initiative d'un voyage en Irlande qui a lieu du 10 au 14 septembre pour étudier le vêlage groupé en tout herbe.

### Avoir deux périodes de vêlage

L'alternative aux vêlages groupés sur une période est d'avoir deux périodes de vêlages groupés sur deux mois, espacées de six mois. La moitié du troupeau vêle sur mars-avril, l'autre moitié sur septembre-octobre.

Cette pratique présente de nombreux avantages :

- réduire les besoins alimentaires du troupeau lors des périodes critiques (hiver et été). La moitié du troupeau est en effet tarie en décembre-janvier, l'autre en juin juillet. L'été, les vaches tariées peuvent valoriser des surfaces éloignées et laisser plus de surfaces accessibles aux vaches en lactation. L'hiver, les vaches tariées peuvent valoriser les stocks de moindre qualité.

- les livraisons de lait mensuelles sont plus régulières qu'en vêlages groupés sur une période.
- il est possible de faire des vêlages vers 28-30 mois, qui sont un bon compromis en terme de coût entre un vêlage à trois ans coûteux et un vêlage à deux ans peu compatible avec une réduction des intrants et avec des races laitières mixtes moins précoces que la Holstein.
- un moindre taux de renouvellement : on peut prolonger la lactation des vaches laitières les plus productives et non gestantes et les intégrer à l'autre saison de reproduction.

Cette pratique est actuellement évaluée par l'INRA sur la ferme de Blanche maison en Normandie (50).

Voir l'article « Elevages laitiers à bas intrants : entre traditions et innovations », Luc Delaby, INRA Productions animales, 2014, numéro 2. Disponible gratuitement sur internet : [www6.inra.fr/productions-animales/](http://www6.inra.fr/productions-animales/)

## VENDREDIS DE L'INSTALLATION

Porte-ouverte sur la ferme de Franck Le Breton le vendredi 3 octobre dans le cadre des vendredis de l'installation agricole organisés par la Collectif paysans 22.

Trois autres fermes ouvertes auront lieu dans les Côtes d'Armor :

- Le vendredi 26 septembre, chez Ludovic André installé à Erquy en vaches laitières (installation hors cadre familial)
- Le Vendredi 10 octobre chez Pauline Cabaret & David Roulleau à Rostrenen. Jeune couple installé en maraîchage biologique. (installation sur du foncier libéré par des agriculteurs en place)
- Le 17 octobre chez Cécile & Kristen Bodros à Landébaéron. Jeune couple installé en brebis et transformation laitière et pain. (constitution d'un GFA, Groupement Foncier Agricole)

# Les trois dimensions du développement durable

Par Joseph Cabaret, agriculteur à Hillion

Il y a quelques semaines, les jeunes candidats au baccalauréat se sont vu proposer de plancher sur la question de la liberté comme thème de philosophie: « Avoir le choix est il forcément un gage de liberté ? »

Ce type de thème est forcément quasi inépuisable par essence...

Pour ma part, cette question est assez évocatrice, et même si je n'ai pas du tout envie de me coller au bacho, ce sont les questions de la mode qui me viennent tout de suite à l'esprit .... En effet, le rouleau compresseur de la mode ne nous prive-t-il pas trop souvent de notre liberté « de penser » tout d'abord et « d'agir » ensuite ? Depuis quelques années déjà, labourer sa terre est devenu comme une hérésie dans certains courants agronomiques, et les techniques simplifiées : comme un dogme !!! Certes, beaucoup de constats sont fondés, et il serait bien stupide de nier tout en bloc. Pour autant, faut-il jeter toute l'expérience dont nous héritons des générations qui nous ont précédés ? N'étaient-ils que des ignorants, incapables de lire le fonctionnement de la terre ?

Il y a quelques semaines, dans le cadre d'Ecophyto, nous nous sommes rendus dans une exploitation où le labour est proscrit depuis de nombreuses années, et où le développement durable trouve sa source dans la préservation de la structure du sol. Certes, nous avons vu des choses intéressantes autour des sols de cette exploitation et l'agriculteur est sans contester un homme innovant. Mais je suis quand même resté un peu gêné

sur la globalité de l'exploitation, et non pas sur celle-ci en tant que telle, mais bien plus sur ce type de modèle, car en définitive, c'est un peu toujours la même chose :

- Des technologies simplifiées, mais en fait très coûteuses, sauf si on travaille sur de très grandes surfaces.

- Des rotations un peu étonnantes, où l'obsession de la structure du sol finit par conduire à abandonner les prairies, comme si elles étaient devenues gênantes, ne pouvant entrer dans autant de technologies !

- Des tailles d'exploitations qui laissent pensifs quant à leurs performances ... Pourquoi avoir besoin d'un tel développement, quand bien des élevages beaucoup plus modestes vivent très correctement ?

- Est-on résolument plus modernes à utiliser ces technologies qui sonnent l'Amérique au plein des oreilles... ? Un coup de flash Rubber par ci, un semis en strip-till par là, et pour les couverts, c'est plutôt l'Uni Drill. C'est sûr que pour l'agriculteur, ça pose le personnage.

## Mais est on encore dans le développement durable ?

Je me souviens d'une chercheuse qui travaillait sur les OGM, et qui affirmait il y a quelques années que les OGM avaient leur logiques d'origine dans les techniques simplifiées du travail du sol ; parce qu'on veut impérativement aller vite, pour pouvoir cultiver de grands espaces ...

Où est le volet social du développement durable ?

Non la préservation des sols ne peut pas être à elle seule garante d'un développement durable et solidaire, fût-elle attachée à une certaine efficacité économique, si elle oublie notre responsabilité sociale pour un développement solidaire.

Oui, le développement durable voit plus loin que la mode et a besoin de des trois dimensions.

**L'Echo du CEDAPA change de rédacteur dès le prochain numéro.**

**Je quitte en effet mon poste de coordinatrice de l'association, mais la relève est assurée et le comité de rédaction reste lui à son poste pour vous préparer un journal que, je l'espère, vous continuerez à apprécier !**

## ANNONCES

A vendre : foin de séchoir en grange 2014, première et deuxième coupe, bonne proportion de luzerne, certifié Bio. Prix possibles en fonction de la quantité.

Tél : 06 75 69 28 63  
ou 06 86 38 06 75

### L'écho du CEDAPA (bimestriel)

2 avenue du Chalutier Sans Pitié, Bât. Groupama, BP 332, 22193 Plérin cedex 02.96.74.75.50 ou cedapa@wanadoo.fr

Directeur de la publication : Patrick Thomas  
Comité de rédaction : Pascal Hillion, Joël Le Calvez, Michel Le Voguer, Suzanne Dufour, Christophe Carro, Georges Etesse, Franck Le Breton  
Mise en forme : Nathalie Gouérec  
Abonnements, expéditions : Brigitte Tréguier  
Impression : RoudennGrafik, ZA des Longs Réages, BP 467, 22194 Plérin cedex.  
N° de commission paritaire : 1113 G 88535 - ISSN : 1271-2159

Bulletin d'abonnement à retourner avec votre règlement à

*l'écho du CEDAPA* BP 332 - 22193 PLERIN Cédex

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Commune : .....  
CP : ..... Tél : .....  
Profession:.....

Adhérent CEDAPA ou élève/ étudiant 18 €  
Non adhérent, établissement scolaire 27 €  
Soutien+organismes, entreprises 39 €  
Adhésion 2013 50 €

Je m'abonne pour :

1 an (6 numéros) 2 ans (12 num.)

18 € 27 €  
27 € 45 €  
39 € 60 €  
50 €

(Chèque à l'ordre du CEDAPA, prix TTC dont TVA à 2,10%)

J'ai besoin d'une facture

